

Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux  
Affaire suivie par : Madame Olivia CROCE  
Tél: 04.84.35.42.68  
[olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:olivia.croce@bouches-du-rhone.gouv.fr)  
Dossier n°2025-76-MED

Marseille, le

07 MAI 2025

**Arrêté n°2025-76-MED portant mise en demeure de la société XPO TANK CLEANING SUD  
FRANCE de respecter les prescriptions réglementaires applicables à son installation de lavage  
de camions citernes industriels sise à Vitrolles**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône  
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°99-2004-A d'autorisation d'exploiter du 4 avril 2005 ;

**VU** les éléments transmis par l'exploitant par courriel du 28 février 2025, notamment les résultats de l'autosurveillance des rejets des eaux résiduelles pour l'année 2024 ;

**VU** le rapport de la société SOCOTEC référencé EL7P1/24/1016 en date du 12 décembre 2024 faisant le bilan des résultats du contrôle inopiné, diligenté du 28 au 29 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 20 mars 2025 relatif à sa visite du 28 octobre 2024 ;

**VU** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE est régulièrement autorisée à exploiter une installation de lavage de camions citernes industriels à Vitrolles ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection de l'environnement a procédé le 28 octobre 2024 à une visite de contrôle du site au cours de laquelle elle a constaté les faits suivants :

- le contrôle inopiné diligenté le même jour (rapport de la société SOCOTEC référencé EL7P1/24/1016 en date du 12 décembre 2024 susvisé) a montré des dépassements de certaines valeurs limites des paramètres fixés à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 susvisé pour les eaux industrielles pour les paramètres DCO (1850 mg/l pour une valeur limite de 1600 mg/l), DBO5 (760 mg/l pour une valeur limite de 700 mg/l) et AOX (970 µg/l pour une valeur limite de 100 µg/l), le pH minimum mesuré est de 4,2, inférieur à la valeur réglementaire de 5,5 ;
- le contrôle mensuel des rejets des eaux résiduelles effectué par le laboratoire EUROFINs pour le compte de la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE dans le cadre de son autosurveillance a montré, sur l'année 2024, des dépassements récurrents des paramètres fixés à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 susvisé (notamment DCO, DBO5, Azote, AOX, pH) ;
- certains paramètres visés aux articles 32 paragraphe 3 – substances caractéristiques des activités industrielles, et 33 paragraphe 15 – lavage de citernes, de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, ne font pas l'objet d'un suivi par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 et des articles 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE de respecter les dispositions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts définis à l'article L.511-1 du même code ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** – En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la société XPO TANK CLEANING SUD FRANCE, dont le siège social est situé 192 avenue Thiers 69006 Lyon, exploitant une installation de lavage de camions citernes industriels sur le territoire de la commune de Vitrolles, est mise en demeure sous 3 mois :

- de respecter les valeurs limites de l'annexe 1 « Rejets aqueux / Valeurs limites et surveillance » pour les paramètres DCO, DBO5, AOX, Azote global et pH de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2005 susvisé ;
- d'intégrer à la surveillance l'ensemble des paramètres visés aux articles 32 paragraphe 3 – substances caractéristiques des activités industrielles et 33 paragraphe 15 – lavage de citernes, de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, susvisé.

Les délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 – Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, en application de l'article R.171-1 du code de l'environnement.

### Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### Article 5 – Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le sous-préfet d'Istres,
- Le maire de Vitrolles,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Le directeur départemental des territoires et de la mer,
- Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,

et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

